

## Motion du Congrès du SNUDI-FO du Tarn

Le Congrès du SNUDI-FO du Tarn réuni le 21 mai fait sienne la résolution du CCN des 27 et 28 mars, et en particulier :

*« Le CCN condamne les propos du président de la République sur sa volonté d'engager l'armée française en Ukraine et sa volonté de mettre en place une politique d'économie de guerre impactant l'ensemble des ministères et la Fonction publique. Dans le même temps, le gouvernement n'augmente pas les rémunérations des fonctionnaires et agents publics leur causant des pertes de pouvoir d'achat depuis plusieurs années. Le CCN condamne toutes les guerres ainsi que toutes les répressions contre les droits des travailleurs.*

*Le CCN, conformément aux traditions les plus fortes de notre confédération, se tient aux côtés des travailleurs russes et ukrainiens qui perdent la vie tous les jours au front. Le CCN ne se tient pas du côté de ceux qui les envoient à la guerre et qui remettent en cause leurs libertés, en particulier celle d'avoir des syndicats libres et indépendants, ni de ceux qui alimentent la surenchère de livraison d'armes. C'est le sens de notre participation aux convois humanitaires initiés par la CSI. Le CCN rappelle que la revendication « PAIN, PAIX et LIBERTE » est plus que jamais d'actualité. Dès le lendemain des attentats du 7 octobre, la confédération a exprimé son émotion et sa condamnation de tels actes.*

*FO appelle à un cessez le feu immédiat et permanent notamment à Gaza et en Ukraine comme partout dans le monde. Les bombardements doivent cesser contre une population désarmée vouée à la mort, à la famine et aux épidémies. Force Ouvrière s'inscrit dans la réprobation qui devient générale partout dans le monde et en particulier dans les syndicats. »*

Le Congrès du SNUDI-FO du Tarn revendique ainsi :

- Le cessez-le-feu immédiat à Gaza et l'arrêt des bombardements et des massacres des populations civiles palestiniennes !
- La libération de tous les otages !
- Le cessez-le-feu immédiat en Ukraine !
- Le refus de toute économie de guerre : l'argent pour les salaires, pour les services publics, pour l'Ecole publique : pas pour la guerre !

Adoptée à l'unanimité (-3 abstentions)